

de notre commerce dépasse quelque peu 90 millions. Telle est la réalité. Si ce critérium était de bon aloi naguère, il faut encore l'appliquer aujourd'hui. Voici les statistiques mêmes de l'Etat quant à la balance de notre commerce depuis quatre ans :

Année	Favorable	Balance	
		du commerce	Défavorable
1926..	\$275,000,000		
1927..	151,000,000		
1928..	151,000,000		
1929..		\$90,000,000	

A juger par ce critérium, le pays n'est pas prospère.

On doit appliquer encore un autre critérium, celui du chômage. Le Gouvernement, dans le discours qu'il a fait prononcer par Son Excellence, prétend que le chômage saisonnier est en train de s'ajuster. Il est vrai que nous avons un chômage saisonnier au pays, tous les hommes sincères s'en rendent compte. Le Gouvernement s'efforce de démontrer que l'année dernière le chômage a atteint son minimum dans l'histoire de notre pays. Un jour, un homme s'est fait surprendre par une tempête de neige et il en est mort de froid. Ses proches durent éprouver une grande consolation à se faire dire que, six mois auparavant, nous avions eu la journée la plus chaude dans l'histoire du pays. Quelle superbe plaisanterie que de dire au peuple du Canada qu'à un moment donné, l'année dernière, il y avait moins de chômage qu'à aucune autre période de notre histoire; qu'à une certaine époque de l'année dernière il y avait plus d'ouvriers employés qu'en aucun temps passé! Quelle est la situation actuelle dans le Dominion? Quelle est la situation de l'est à l'ouest? Il est vrai qu'une partie du chômage est saisonnier; mais, depuis le commencement de l'année, j'ai parcouru le Canada depuis Victoria jusqu'à l'extrême est et dans chaque ville du pays, dans l'Est comme dans l'Ouest, il existe un chômage anormal, de sorte que ceux qui, comme moi, sont habitués à venir en aide à ceux qui ne peuvent gagner suffisamment pour subsister n'ont jamais constaté autant de misère que celle que j'ai vue dans les régions que j'ai visitées. Cependant, tout ce que ces hommes cherchaient était une occasion de travailler. Qu'avons-nous fait à ce sujet? Tandis qu'aux Etats-Unis, le président Hoover convoquait à la Maison blanche les grands capitaines d'industries afin de délibérer les meilleures mesures à prendre pour donner de l'ouvrage aux hommes et aux femmes de leur pays, que faisons-nous? Que faisait le ministre du Travail? Que faisait le premier ministre? Convoquaient-ils des conférences? Les seules conférences qu'ils ont réunies étaient pour savoir comment ils pourraient le mieux éviter les attaques d'un peuple indigné; com-

[L'hon. M. Bennett.]

ment ils pourraient accroître leur pouvoir et garder leurs positions. J'ai reçu un télégramme de la *Miners' Union*, de Fernie, me disant que leur mine est fermée parce qu'elle est la propriété d'un des grands réseaux de chemin de fer américains, et, que, conformément à la politique de M. Hoover, qui est de donner de l'emploi aux Américains, ce chemin de fer va extraire le charbon aux Etats-Unis et fermer la mine canadienne. Que fait le ministre du Travail à ce sujet? Y a-t-il eu une conférence des hommes d'affaires canadiens? Les a-t-on convoqués à ce sujet? Non. Lorsque le maire Webb de Winnipeg a réuni tous les maires des villes de l'Ouest et les représentants des provinces de l'Ouest, le ministre se rappelle qu'il devait y assister et que l'on a donné pour raison de son abstention qu'il était malade. Sa maladie n'était cependant pas assez grave pour l'empêcher d'assister à des banquets vers cette date.

Nous devons bien envisager la situation, savoir que, depuis le commencement de l'année, le chômage est très grand au Canada. Nous avons eu au cours de cet hiver plus de misère et de souffrances que nous n'en avons éprouvé depuis un quart de siècle; cependant le Gouvernement n'a fait absolument aucune démarche pour résoudre ce problème. Peut-on répondre à cela? Peut-on nous dire que l'on ne pouvait rien faire? Prétend-on que le gouvernement du Dominion ne doit pas venir en aide aux provinces et aux municipalités dans une affaire de ce genre? Qui a amené un grand nombre de ces hommes au pays? Ce ne sont certainement pas les gouvernements provinciaux, car chaque fois qu'ils ont été consultés sur cette question, ils ont donné une réponse non équivoque. On les consulte aujourd'hui, alors qu'autrefois on ne le faisait pas. Cependant le gouvernement fédéral déclare que cela ne le regarde pas. Je ne sais pas si on a bien rapporté les paroles du premier ministre, mais, il aurait dit que, si les provinces étaient trop pauvres pour prendre soin des chômeurs, le Gouvernement verrait ce qu'il pourrait faire pour les secourir. C'est le sens de ses remarques rapportées par la Presse canadienne. Ce n'est pas ainsi que le gouvernement fédéral du Canada doit s'acquitter de ses obligations.

A en juger par tous les indices dont nous pouvons raisonnablement nous servir pour déterminer quelle est la situation dans le pays, nous sommes forcés de conclure de deux choses l'une: ou les critères employés par le Gouvernement dans le passé n'étaient pas des indices, ou, s'ils en étaient, il n'y a pas de prospérité au pays dans le moment.

Il me semble qu'il ne serait pas mauvais d'examiner le discours du trône à ce point de